

# ELU 0110 -W9 – POUVOIRS DE POLICE DU MAIRE

**Vendredi 19 juin 2026**

Intervenant : Monsieur Jean-Christophe MENARD

Avocat à la Cour - Docteur en droit

Maître de conférences à Sciences Po Paris

## **Objectifs**

- Mieux connaître le mandat d' élu
- Connaître la législation
- Connaître ses droits et obligations

*Lieu : Salle de réunion AMF16  
30 rue Denis Papin  
16000 ANGOULÊME  
8 heures 30 : Accueil*

## *Déroulé de la séance*

*9 heures : début de la séance*

*12 heures : Déjeuner*

*13 heures 30 : Reprise de la formation*

*16 heures 30 : Fin des travaux*

# PROGRAMME

## 1. La nature des pouvoirs de police du maire

Que recouvre la protection de « l'ordre public » ?

La distinction entre les pouvoirs de police administrative générale et spéciale

L'évolution du pouvoir de police du maire

La conciliation des pouvoirs de police du maire avec ceux du préfet

Quelles sont les relations entre le maire et le procureur ?

## 2. La légalité des actes du maire dans l'exercice de son pouvoir de police

Quelles sont les mesures qu'un maire peut prendre dans le cadre de son pouvoir de police administrative et judiciaire ?

Etude de cas concrets : stationnement, police des édifices, mendicité, prévention de nuisances, police de l'environnement, etc.

Quels sont les motifs d'illégalité d'une mesure de police ?

## 3. Les responsabilités du maire dans l'exercice de ses pouvoirs de police

Les conditions d'engagement de la responsabilité administrative du maire et les risques encourus

Les conditions d'engagement de la responsabilité civile du maire et les risques encourus

Les conditions d'engagement de la responsabilité pénale du maire et les risques encourus

## CANDIDATURE INSCRIPTION

**ELU 0110 -W9**  
**POUVOIRS DE POLICE DU MAIRE**  
Intervenant : Monsieur Jean-Christophe MENARD  
Avocat à la Cour - Docteur en droit  
Maître de conférences à Sciences Po Paris

**Vendredi 19 juin 2026**



**Lieu : Salle de réunion AMF16**  
**30 rue Denis Papin – 16000 ANGOULÊME**

### Places limitées à 15 inscriptions

M, Mme (Nom-Prénom).....

COLLECTIVITE.....

Fonction.....

#### OBLIGATOIRE

N° tel portable : .....

Courriel personnel : .....

**Participera à la formation le vendredi 19 juin 2026**

Pré positionnement

#### Quel est votre niveau de connaissance sur la formation proposée ?

Notions grand public    Documenté sur le sujet    Bien documenté sur le sujet

#### Le programme proposé vous paraît-il adapté à l'intérêt que vous portez à ce domaine ?

Oui, tout à fait    Plutôt oui    Plutôt non    Non, pas du tout

Si non, pourquoi ?.....

Souhaitez-vous un focus sur un point particulier ? ..... Si oui lequel :

.....

#### TARIF : 300 euros par personne - collectivités adhérentes

Majoration de 20% par personne pour les collectivités non adhérentes

#### FINANCEMENT



**Caisse des Dépôts (DIF ELU)**

Inscription sur le site

« **MON COMPTE FORMATION** »

avant le 9/06/2026

**Collectivité ou Elu :**

Bulletin d'inscription à envoyer à  
l'AMF16 avant le 9/06/2026

## **Validation de la commande : POUVOIRS DE POLICE DU MAIRE**

L'inscription est obligatoire. Après réception du bulletin d'inscription (ou accord écrit sur le projet de collaboration dans le cadre d'une prestation personnalisée), le stagiaire reçoit une convention de formation en deux exemplaires. Il s'engage à retourner, dès réception, un exemplaire signé de la convention à l'AMF16.

La convention engage les deux parties sur la mise en place de l'action de formation. Les procédures de réalisation des prestations ne peuvent être déclenchées que lorsque l'AMF16 est en possession de la convention de formation, dûment signée et cachetée. Les demandes d'inscriptions des participants sont prises en compte selon l'ordre d'arrivée et dans la limite des places disponibles.

Questionnaire formateur de pré positionnement à compléter et nous retourner à [contact@amf16.fr](mailto:contact@amf16.fr)

### **Engagement**

L'AMF16 s'engage à assurer l'ensemble de sa prestation dans le cadre fixé par la convention et à ne modifier son intervention qu'avec l'accord du stagiaire. Le stagiaire s'engage à réaliser la formation dans son intégralité et à respecter les dates et horaires définis.

### **Documents et propriété intellectuelle**

Tout support de cours fourni lors des formations est soumis à la législation en vigueur. Par conséquent, la représentation, la reproduction, la diffusion, la transmission et l'exploitation intégrale ou partielle des supports faites sans le consentement des auteurs ou ayant-droit est interdite.

Au terme de la prestation, une attestation de stage sera délivrée pour chaque stagiaire ayant effectué l'intégralité de la formation prévue à cet effet dans la convention.

### **Conditions de paiement et pénalités de retard**

Le paiement s'effectue à la fin de la formation au plus tard 30 jours à compter de la date de réception de la convention facture (Si financement par la collectivité). Le défaut de paiement dans les délais prévus, fait courir de plein droit des intérêts moratoires au bénéfice de l'AMF16 conformément au décret n°2002-232 du 21 février 2002.

### **Report ou annulation de la formation**

L'AMF16 se réserve le droit d'annuler une formation si le nombre de participants est insuffisant ou si des circonstances indépendantes de sa volonté l'y obligent. En cas d'annulation du fait de l'AMF16, les frais d'inscription seront remboursés. En cas d'annulation du fait du stagiaire, l'annulation doit être signifiée à l'AMF16 par courrier. En cas d'annulation justifiée, moins de 7 jours ouvrés avant la prestation, l'AMF16 facturera 30% du coût de la formation. En cas d'absence non justifiée l'AMF16 facturera la totalité de la prestation. En cas de financement de la formation au titre du DIFE, ces frais d'annulation seront à payer directement par le stagiaire.

### **Réclamation**

Toute réclamation doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception à : AMF16, Service formation, 30 rue Denis, 16000 Angoulême.

### **Litige et juridiction**

Préalablement à toute saisine d'un tribunal, les parties doivent s'efforcer de trouver une solution amiable aux litiges susceptibles de survenir au cours de l'exécution de la convention de formation. Dans le cas contraire, le litige est porté devant les tribunaux compétents de Paris.

Les déjeuners sont libres et à la charge des stagiaires. L'AMF16 est agréée par le ministère de la Cohésion des Territoires. À ce titre, le coût de la formation peut être imputé sur le budget formation des élus de la collectivité (Compte 6535).

Les frais de déplacement sont à inscrire au compte 6532 et la compensation en cas de perte de revenu au compte 65371.

Date : \_\_\_\_/\_\_\_\_/\_\_\_\_

SIGNATURE

CACHET (si financement par la collectivité)